COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 30 Juin au 06 Juillet 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Coopération 3

- Annonce de la 11e édition du forum des iles à Madagascar
- FEIOI : la 11e édition à Antananarivo

1.2 Coopération et Sécurité 5

- Entretien du Secrétaire général de la COI avec le Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques des Nations unies
- New York. Océan Indien zone de paix : la COI à l'ONU avec son président Hamada Madi
- Coopération régionale : La Commission de l'Océan indien interpelle l'ONU sur un plan régional contre la menace terroriste

1.3 Culture 11

- Prix Indianoceanie : un appel à écriture lancé

1.4 Énergie Renouvelable 13

- Rodrigues : une unité de dessalement d'eau de mer à l'énergie solaire mise sur pied
- A Rodrigues : première unité de dessalement solaire de l'océan Indien lancée
- Ecologie : La première unité de dessalement solaire de l'Océan Indien lancée à Rodrigues
- La première unité de dessalement solaire de l'océan Indien lancée à Rodrigues
- Rodrigues inaugure la première unité de dessalement solaire de l'Océan Indien
- Une première unité de dessalement solaire dans l'océan Indien à Rodrigues
- Rodrigues : de l'eau potable grâce au solaire
- Micro-Solution - De l'électricité à 1 000 ariary par jour

II. Centres d'intérêts

1.1 Biodiversité Marine 27

- [Vidéo] Coraux : Les épisodes de blanchissement sont plus réguliers, prévient Reef Conservation

1.2 Environnement 28

- Deltas de Manambolo Tsiribihina : Mangroves restaurées et liens communautaires consolidés

le mauricien

27 Juin 2018

https://www.lemauricien.com/

OCÉAN INDIEN | Septembre prochain

Annonce de la 11e édition du forum des îles à Madagascar

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) et l'Union des Chambres de Commerce des îles de l'océan Indien (UCCIOI) organiseront du 26 au 28 septembre à Antananarivo, Madagascar, la 11e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI). La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne apporteront leur concours à cette manifestation, qui a pour objectif la facilitation des affaires.

Dans les milieux de la CCIA, on souligne que le prochain forum « *marquera davantage la volonté fédératrice des acteurs et opérateurs économiques à mieux harmoniser les affaires dans la zone pour plus d'efficacité et de valeurs ajoutées* ». La 11e édition aura pour thème "*La coopération océan Indien-Afrique continentale*". À la CCIA, on fait également ressortir que les échanges commerciaux des opérateurs économiques de l'océan Indien avec leurs homologues du continent sont en croissance. « *Dans cette perspective, l'UCCIOI s'ouvre sur l'Afrique continentale et encourage la participation d'opérateurs économiques du continent dans le forum. Cette fois, le FEIOI entend donc mettre à profit le réseau de l'UCCIOI et de ses CCI membres sur le continent africain dans l'objectif de mettre en valeur les opportunités et les défis économiques communs* », indiquent les organisateurs.

Ces derniers s'attendent à accueillir plus de 200 acteurs privés et publics de l'océan Indien et de l'Afrique au forum en vue de développer leurs réseaux d'affaires et de réfléchir sur des enjeux du développement économique pour la région tout en discutant des opportunités de partenariat entre opérateurs économiques de la région et ceux du continent. Des ateliers sur l'externalisation des entreprises (conquête de marchés extérieurs, sécurisation du climat des affaires, intelligence économique, arbitrage et médiation, logistique et développement international) sont inscrits au programme. Les organisateurs ont aussi prévu des rencontres B2B (Business to Business) entre les acteurs de l'océan Indien et d'Afrique. La croissance régionale et l'intégration économique en Afrique seront aussi évoqués.

Par ailleurs, la CCIA, en tant qu'acteur majeur de l'environnement économique de Madagascar, se propose de tenir parallèlement au forum des îles la 5e édition du salon Voatra, une foire de la créativité et de soutien aux innovations des entrepreneurs locaux et des micro-entreprises rurales. Le salon mettra en lumière les diverses potentialités de plusieurs régions de la Grande île.

Accueillir ce forum régional dans la capitale malgache constituera une opportunité pour l'économie de Madagascar en général et pour son secteur privé en particulier. Les participants intéressés par le forum pourront s'y inscrire à partir du 29 juin.

30 Juin 2018

http://www.newsmada.com/2018/06/30/feioi-la-11e-edition-a-antananarivo/

FEIOI : la 11e édition à Antananarivo

Les échanges commerciaux des opérateurs économiques de l'océan Indien avec leurs homologues du continent africain ne cessent de croître. Dans une visée de faciliter les affaires, la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA) prépare actuellement la 11e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI), qui aura lieu du 26 au 28 septembre à Antananarivo.

Pour la CCIA, accueillir ce forum régional dans la capitale constitue une opportunité économique de Madagascar en général et pour son secteur privé en particulier.

Un événement d'envergure internationale, le FEIOI est porté depuis 2005 par l'Union des Chambres de commerce des îles de l'océan Indien (UCCIOI) avec le soutien de la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne. Cette manifestation économique marquera davantage la volonté fédératrice des acteurs et opérateurs à mieux harmoniser les affaires dans la zone, pour plus d'efficacité et de valeurs ajoutées.

Parallèlement au forum, la 5e édition du salon Voatra, foire de la créativité, connue pour ses apanages de soutien aux innovations des entrepreneurs locaux et des micro-entreprises rurales (MER) se matérialisera sous l'égide de la CCIA. Les savoir et savoir-faire de l'Analamanga avec ses huit districts et ceux des autres régions de Madagascar ainsi que leurs richesses et leurs diverses potentialités seront à promouvoir.

Rakoto

30 Juin 2018

http://www.maurice-info.mu/entretien-du-secretaire-general-de-la-coi-avec-le-sous-secretaire-general-aux-affaires-politiques-des-nations-unies.html

Entretien du Secrétaire général de la COI avec le Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques des Nations unies



En marge de la Conférence de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme organisée par les Nations unies les 28 et 29 juin 2018, Hamada MADI, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), et Tayé-Brook ZERIHOUN, Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques des Nations unies, se sont entretenus à New York sur les questions de coopération politique et de sécurité dans l'océan Indien.

Hamada MADI a rappelé que la région océan Indien a été déclaré « zone de paix » en 1971 et que cet état de fait et de jure doit être préservé et cultivé. Après avoir également présenté les particularités de la COI, les différents niveaux de développement de ses États membres et leur participation à différentes organisations régionales et internationales, il a plaidé pour une prise en compte des spécificités de l'organisation dans l'architecture de paix et de stabilité dans la région de l'océan Indien. Les deux responsables se sont réjouis particulièrement de la signature à Maurice, le 15 juin dernier, d'un Accord-cadre de coopération entre les Secrétariats généraux des Nations unies et de la COI.

De son côté, Tayé-Brook ZERIHOUN a confirmé l'importance que les Nations unies accordent à la coopération dans le domaine de la paix et de la stabilité avec la COI. Il a mis l'accent sur la nécessité de « développer un partenariat substantiel dans le cadre d'une feuille de route qui permettra d'identifier les priorités communes et d'apporter aux Nations unies un regard de proximité et une compréhension plus fine des enjeux de la stabilité politique », notamment dans les États fragiles membres de la COI. Le Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques a fait part de sa conviction que la COI pouvait apporter des propositions de solutions innovantes à l'égard de situations politiques complexes dans la région enrichissant ainsi l'efficacité du partenariat des Nations unies avec la SADC, grâce à la capacité de conseil et d'évaluation de la COI.

De son côté, le Secrétaire général de la COI a plaidé pour que des moyens plus conséquents soient accordés à la COI et à l'Indianocéanie pour permette au travail politique et diplomatique de s'y déployer dans les meilleures conditions et qu'elle puisse apporter ainsi une contribution toujours plus effective à l'objectif commun de stabilité politique et de prévention des crises.

Pour conclure, Hamada MADI a rappelé à son interlocuteur l'importance considérable que revêt pour notre région la lutte contre la piraterie et les trafics criminels en haute mer. Il a suggéré que le programme de sécurité maritime MASE, financé par l'Union européenne, soit considéré comme une contribution active et concrète de la COI à la paix et à la stabilité dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. Son interlocuteur a marqué un vif intérêt pour cette proposition et indiqué qu'il se rendrait lui-même à Nairobi en juillet à l'occasion de la prochaine session plénière du Groupe de contact sur la piraterie maritime au large des côtes somaliennes présidé par la COI.

Le Secrétaire général de la COI a également eu l'occasion en soirée de s'entretenir avec Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'avec Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint des Nations unies en charge de la lutte contre le terrorisme.

Jean Claude Le Roy

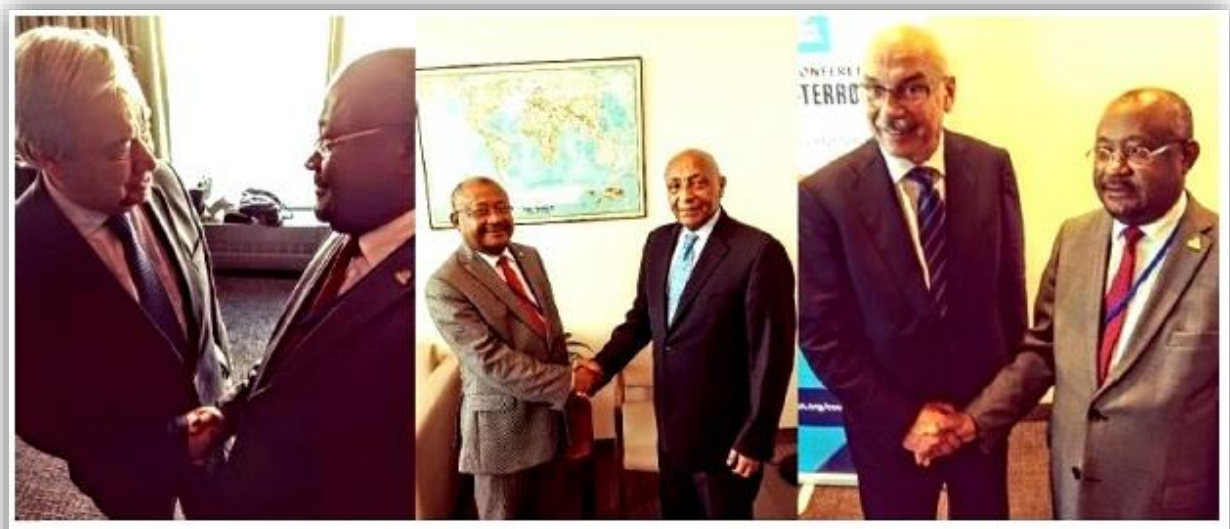
COI et ses Projets

Coopération et Sécurité

01 Juillet 2018

http://www.madagate.org/madagascar-informations-politiques/flash-infos/6812-new-york-ocean-indien-zone-de-paix--la-coi-a-lonu-avec-son-president-hamada-madi.html

New York. Océan Indien zone de paix : la COI à l'ONU avec son président Hamada Madi



Au siège des Nations unies à New York, le Secrétaire général de la COI a multiplié les entretiens avec (de g. à dr.) Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, Tayé-Brooke Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques, et Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint en charge de la lutte contre le terrorisme. Les discussions ont essentiellement porté sur les enjeux de sécurité dans l'océan Indien occidental et sur le raffermissement de la coopération entre les Nations unies et la COI.

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Entretien du Secrétaire général de la COI avec le Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques des Nations unies

New York, le 28 juin 2018 - En marge de la Conférence de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme organisée par les Nations unies les 28 et 29 juin 2018, Hamada MADI, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), et Tayé-Brook ZERIHOUN, Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques des Nations unies, se sont entretenus à New York sur les questions de coopération politique et de sécurité dans l'océan Indien.

Hamada MADI a rappelé que la région océan Indien a été déclaré « zone de paix » en 1971 et que cet état de fait et *de jure* doit être préservé et cultivé. Après avoir également présenté les particularités de la COI, les différents niveaux de développement de ses États membres et leur participation à différentes organisations régionales et internationales, il a plaidé pour une prise en compte des spécificités de l'organisation dans l'architecture de paix et de stabilité dans la région de l'océan Indien. Les deux responsables se sont réjouis particulièrement de la signature à Maurice, le 15 juin dernier, d'un Accord-cadre de coopération entre les Secrétariats généraux des Nations unies et de la COI.

De son côté, Tayé-Brook ZERIHOUN a confirmé l'importance que les Nations unies accordent à la coopération dans le domaine de la paix et de la stabilité avec la COI. Il a mis l'accent sur la nécessité de « *développer un partenariat substantiel dans le cadre d'une feuille de route qui permettra d'identifier les priorités communes et d'apporter aux Nations unies un regard de proximité et une compréhension plus fine des enjeux de la stabilité politique* », notamment dans les États fragiles membres de la COI. Le Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques a fait part de sa conviction que la COI pouvait apporter des propositions de solutions innovantes à l'égard de situations politiques complexes dans la région enrichissant ainsi l'efficacité du partenariat des Nations unies avec la SADC, grâce à la capacité de conseil et d'évaluation de la COI.

De son côté, le Secrétaire général de la COI a plaidé pour que des moyens plus conséquents soient accordés à la COI et à l'Indianocéanie pour permette au travail politique et diplomatique de s'y déployer dans les meilleures conditions et qu'elle puisse apporter ainsi une contribution toujours plus effective à l'objectif commun de stabilité politique et de prévention des crises.



Au siège des Nations unies à New York, le Secrétaire général de la COI a multiplié les entretiens avec (de g. à dr.) Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, Tayé-Brooke Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques, et Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint en charge de la lutte contre le terrorisme. Les discussions ont essentiellement porté sur les enjeux de sécurité dans l'océan Indien occidental et sur le raffermissement de la coopération entre les Nations unies et la COI.

Pour conclure, Hamada MADI a rappelé à son interlocuteur l'importance considérable que revêt pour notre région la lutte contre la piraterie et les trafics criminels en haute mer. Il a suggéré que le programme de sécurité maritime MASE, financé par l'Union européenne, soit considéré comme une contribution active et concrète de la COI à la paix et à la stabilité dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. Son interlocuteur a marqué un vif intérêt pour cette proposition et indiqué qu'il se rendrait lui-même à Nairobi en juillet à l'occasion de la prochaine session plénière du Groupe de contact sur la piraterie maritime au large des côtes somaliennes présidé par la COI.

Le Secrétaire général de la COI a également eu l'occasion en soirée de s'entretenir avec Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'avec Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint des Nations unies en charge de la lutte contre le terrorisme.

nooz.fr

http://madagascar.nooz.fr/new-york-ocean-indien-zone-de-paix-la-coi-a-l-onu-avec-son-president-hamada-madi-26038463.shtml

outremers 360°

02 Juillet 2018

http://outremers360.com/politique/cooperation-regionale-la-commission-de-locean-indien-interpelle-lonu-sur-un-plan-regional-contre-la-menace-terroriste/

Coopération régionale : La Commission de l'Océan indien interpelle l'ONU sur un plan régional contre la menace terroriste



©DR

Le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi a invité le Secrétaire général adjoint des Nations unis chargé de la lutte contre le terrorisme, Vladimir Voronkov, à se rendre prochainement à Maurice pour activer un plan d'appui pour la région en matière de lutte contre la menace terroriste.

Lors de son discours à la tribune de l'ONU, Hamadi Madi a mis l'accent sur l'importance du risque terroriste « qui prend appui sur les zones déstabilisées de notre environnement immédiat, sur l'immensité de notre espace marin et sur la faiblesse de nos moyens militaires, navals et de renseignement ». Hamada Madi a également détaillé la nature des risques qui menacent la région et notamment « le retour des combattants étrangers issus de nos îles qui ont rejoint l'État islamique en Syrie et en Irak, la propagande de ceux qui prônent une vision fausse de l'Islam, les activités criminelles qui se développent dans l'océan Indien avec la drogue, les armes, les trafics d'êtres humains ou de ressources naturelles et qui appartiennent à une nébuleuse qui n'est pas étrangère au terrorisme et à son financement ».

Il a par ailleurs indiqué que si la COI est « parvenu à contenir et limiter la piraterie maritime dans les 10 dernières année », Hamada Madi a souligné que « le risque terroriste est d'une autre nature, plus difficile à appréhender, qui fait peser une épée de Damoclès sur nos sociétés et nos économies qui dépendent du tourisme ». Le Secrétaire général de la COI a même évoqué le « syndrome tunisien » pour qualifier la situation.

Sur ce dossier, le chef de l'ONU António Guterres, a insisté sur la nécessité pour la communauté internationale de travailler ensemble pour éradiquer ce fléau. Il a notamment identifié six objectifs comme renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, se concentrer sur la prévention du terrorisme, souligner l'importance de respecter pleinement

les droits de l'homme tout en luttant contre le terrorisme, souligner la nécessité d'investir stratégiquement dans les jeunes pour lutter contre le terrorisme et prévenir l'extrémisme violent, jeter un coup de projecteur sur le coût humain tragique du terrorisme, renforcer le rôle d'assistance des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme.

BipBip

https://izlandbipbip.com/news/outre-mer/cooperation-regionale-la-commission-de-locean-indien-interpelle-lonu/

nooz.fr

http://dom-tom.nooz.fr/cooperation-regionale-la-commission-de-locean-indien-interpelle-lonu-sur-un-plan-regional-contre-la-menace-terroriste-26056917.shtml

Prix Indianoceanie: un appel à écriture lancé



Soutenus par l'Organisation internationale de la Francophonie, la Commission de l'océan Indien (COI) et le Conseil départemental de La Réunion organisent un concours littéraire dénommé « Prix Indianocéanie ». L'inscription est ouverte depuis le 20 juin jusqu'au 31 août prochain.

Le concours est ouvert à tous les résidents des îles de l'Indianocéanie, à savoir Comores, Maurice, La Réunion, Seychelles et Madagascar. « L'idée est d'évoquer cette sensation d'appartenance à cet espace qui est aussi francophone ». Ainsi, le thème choisi pour cette année est « Racontez l'Indianocéanie au fil des pages… » dans la langue de Molière. Ouvert aux jeunes auteurs de plus de 18 ans, le concours a pour objectif de détecter les nouveaux talents, de les promouvoir et surtout, de valoriser l'identité Indianocéanique.

Le règlement du concours

Le candidat est libre de choisir son style littéraire. Il peut raconter une histoire réelle ou fictive, ancienne ou contemporaine, à condition qu'elle relate ce qu'est l'Indianocéanie, dans son espace géographique, culturel et linguistique. Notons que ces îles partagent ensemble des liens historiques et culturels. Par ailleurs, le candidat doit mentionner le genre de l'œuvre, que ce soit un roman, essai, poésie… de 20 à 100 pages maximum qui n'est pas

signé. Dans la foulée, l'auteur doit respecter quelques conditions, police de caractères Garamond, taille 12, interligne 1,5… Bref, les détails et le dossier d'inscription sont disponibles sur le site commissionoceanindien.org ou au ministère de la Culture, de la promotion de l'artisanat et de la sauvegarde du patrimoine à Anosy. L'œuvre sélectionnée sera ensuite éditée en 300 exemplaires et le lauréat bénéficiera d'une somme de 1 000 euros, soit 4 000 000 ariary environ, puis d'un séjour, tous frais payés, à l'île Maurice, pour la remise du prix.

Pour la promotion des œuvres littéraires

Au mois de juin 2016, la COI et l'OIF ont signé un accord-cadre de coopération à travers le projet dénommé « Soutien aux manifestations littéraires », dont fait partie le Prix Indianocéanie. L'objectif est de promouvoir la littérature francophone de la zone océan Indien en s'appuyant sur les réseaux de centres de lecture et d'animation culturelle.

Holy Danielle

Rodrigues : une unité de dessalement d'eau de mer à l'énergie solaire mise sur pied



C'est une première dans l'océan Indien : une unité de dessalement d'eau de mer à l'énergie solaire voit le jour à Rodrigues. Cette unité pourra fournir jusqu'à 80 000 litres d'eau potable par jour et permettra d'approvisionner environ 2 400 personnes. L'inauguration a eu lieu mardi 3 juillet à Caverne Bouteille, en présence du chef commissaire Serge Clair.

Ce projet a été financé par plusieurs organisations dont l'Union européenne, la Commission de l'océan Indien et la société Mascara dirigée par Marc Vergnet.

05 Juillet 2018

https://www.lemauricien.com/article/la-premiere-unite-de-dessalement-solaire-de-locean-indien-lancee-a-rodrigues/

A Rodrigues : première unité de dessalement solaire de l'océan Indien lancée



L'unité de dessalement Osmosun produira 80m³ d'eau potable par jour à partir de l'énergie solaire et 300m³ en alimentation hybride.

Rodrigues s'est encore rapproché de son objectif de devenir une île écologique avec l'inauguration d'une unité de dessalement solaire à Caverne Bouteille. Dans le cadre du programme ENERGIES, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien, la première unité de ce genre de l'océan Indien a été inaugurée par le Chef Commissaire de Rodrigues, Serge Clair.

Financée à hauteur de 50% sous le volet « Appel à Propositions » du programme ENERGIES, soit 220 000 euros, cette unité pourra fournir aux Rodriguais chaque jour jusqu'à 80m³ (80 000 litres) d'eau potable en solaire et 300m³ (300 000 litres) en alimentation hybride.

En prenant une consommation moyenne de 125 litres par personne par jour, cela permettra d'approvisionner environ 2 400 personnes en eau. Ce projet, qui bénéficie également du co-financement de l'Assemblée Régionale de Rodrigues et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), utilise la technologie OSMOSUN® de la société Mascara pour produire de l'eau potable à partir du procédé d'osmose inverse alimenté par l'énergie solaire. Le générateur photovoltaïque a, quant à lui, été installé par Quadran.

Pour la Chargée de mission de la COI, Véronique Espitalier-Noël, le choix de Rodrigues pour l'implantation de cette unité était une évidence : « L'unité de dessalement de Caverne Bouteille répond à un besoin réel, à une urgence même pour l'accès à l'eau. Et pour ce faire, elle mobilise l'innovation technologique avec le souci de s'inscrire dans le mouvement vertueux qui fait de Rodrigues un exemple d'île durable. C'est donc tout naturellement que la COI et l'Union européenne ont choisi de cofinancer à hauteur de 50%

du budget total ce projet tout à fait inédit dans la République de Maurice et même dans la région ».



Le président de Mascara, Marc Vergnet, expliquant le fonctionnement de l'unité Osmosun à l'Ambassadeur de l'UE, Marjaana Sall, la Chargée de mission de la COI, Véronique Espitalier-Noël, la Présidente de l'Assemblée Régionale de Rodrigues, Angela Spéville, et l'Ambassadeur de France, Emmanuel Cohet.

L'Ambassadrice de l'Union européenne, Marjaana Sall, a, pour sa part, rappelé que cette initiative s'insère dans une logique globale de faire de Rodrigues un modèle de développement durable. « Je profite de cette opportunité pour rappeler que l'appui de l'Union européenne à ce projet de dessalement en utilisant l'énergie solaire n'est pas une action isolée. L'Union européenne reste engagée pour accompagner Rodrigues dans sa vision de se transformer en une île écologique. Nous le faisons dans le contexte de notre partenariat avec la République de Maurice pour protéger l'environnement, pour favoriser la transition énergétique et écologique et pour lutter contre le changement climatique », dit-elle.

Le Chef Commissaire de Rodrigues, Serge Clair, a tenu à souligner le caractère historique de cet évènement qui marque une histoire importante de Rodrigues. « L'île pourra devenir un exemple dans la République de Maurice, pour la région, et, pourquoi pas, le monde. C'est le devoir des Rodriguais maintenant de coopérer avec d'autres pays et de montrer ce que l'on sait faire. Il faut partager ce projet avec d'autres peuples et d'autres pays ». Le Chef Commissaire a également exprimé le vœu de voir les autres unités de dessalement de l'ile dotées de composantes solaires.

Écologie : La première unité de dessalement solaire de l'Océan Indien lancée à Rodrigues



Cette unité de dessalement solaire répond à une urgence en matière d'accès à l'eau dans sa localité d'implantation.

C'est une grande première dans l'Océan Indien. La première unité de dessalement d'eau de mer par l'énergie solaire a été inaugurée mardi dernier à Rodrigues. Il s'agit d'un projet qui s'inscrit dans le cadre du programme ENERGIES financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI). Cette unité de dessalement solaire permettra de fournir jusqu'à 80m³ d'eau potable en solaire et 300m³ en alimentation hybride. Sur la base d'une consommation moyenne journalière de 125 litres d'eau potable par personne, ce dispositif permettra d'approvisionner environ 2400 personnes.

Hanitra R.

05 Juillet 2018

http://www.maurice-info.mu/la-premiere-unite-de-dessalement-solaire-de-locean-indien-lancee-a-rodrigues.html

La première unité de dessalement solaire de l'océan Indien lancée à Rodrigues



Rodrigues s'est encore rapprochée de son objectif de devenir une ile écologique avec l'inauguration d'une unité de dessalement solaire à Caverne Bouteille.

Dans le cadre du programme ENERGIES, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien, la première unité de ce genre de l'océan Indien a été inaugurée par le Chef Commissaire de Rodrigues, Serge Clair. Financé à hauteur de 50% sous le volet « Appel à Propositions » du programme ENERGIES, soit 220 000 euros, cette unité pourra fournir aux rodriguais chaque jour jusqu'à 80m³ (80 000 litres) d'eau potable en solaire et 300m³ (300 000 litres) en alimentation hybride.

En prenant une consommation moyenne de 125 litres par personne par jour, cela permettra d'approvisionner environ 2 400 personnes en eau. Ce projet, qui bénéficie également du co-financement de l'Assemblée Régionale de Rodrigues et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), utilise la technologie OSMOSUN® de la société Mascara pour produire de l'eau potable à partir du procédé d'osmose inverse alimenté par l'énergie solaire. Le générateur photovoltaïque a, quant à lui, été installé par Quadran.

Pour la Chargée de mission de la COI, Véronique Espitalier-Noël, le choix de Rodrigues pour l'implantation de cette unité était une évidence : « L'unité de dessalement de Caverne Bouteille répond à un besoin réel, à une urgence même pour l'accès à l'eau. Et pour ce faire, elle mobilise l'innovation technologique avec le souci de s'inscrire dans le mouvement vertueux qui fait de Rodrigues un exemple d'île durable. C'est donc tout naturellement que la COI et l'Union européenne ont choisi de cofinancer à hauteur de 50% du budget total ce projet tout à fait inédit dans la République de Maurice et même dans la région ».

L'Ambassadrice de l'Union européenne, Marjaana Sall, a, pour sa part, rappelé que cette initiative s'insère dans une logique globale de faire de Rodrigues un modèle de développement durable : « Je profite de cette opportunité pour rappeler que l'appui de l'Union européenne à ce projet de dessalement en utilisant l'énergie solaire n'est pas une action isolée. L'Union européenne reste engagée pour accompagner Rodrigues dans sa vision de se transformer en une île écologique. Nous le faisons dans le contexte de notre partenariat avec la République de Maurice pour protéger l'environnement, pour favoriser la transition énergétique et écologique et pour lutter contre le changement climatique ».

Le Chef Commissaire de Rodrigues, Serge Clair, a tenu à souligner le caractère historique de cet évènement : « Le lancement de cette unité de dessalement d'eau de mer à l'énergie solaire marquera l'histoire de Rodrigues. L'ile pourra devenir un exemple dans la République de Maurice, pour la région, et, pourquoi pas, le monde. C'est le devoir des Rodriguais maintenant de coopérer avec d'autres pays et de montrer ce que l'on sait faire. Il faut partager ce projet avec d'autres peuples et d'autres pays ». Le Chef Commissaire a également exprimé le vœu de voir les autres unités de dessalement de l'ile dotées de composantes solaires.

De son côté, le président de Mascara, Marc Vergnet, a tenu à souligner le caractère novateur de ce projet : « Avec cette réalisation exemplaire de dessalement solaire sans batterie sur l'île de Rodrigues, une première dans l'océan Indien, Mascara démontre que le dessalement du futur, sans émission de CO2, durable et économiquement compétitif est solaire, dans la lignée des installations OSMOSUN®. Le plein succès de ce projet n'aurait pas été possible sans la confiance et le soutien de l'Assemblée Régionale de Rodrigues, de la Commission de l'océan Indien, de l'Union Européenne, de l'AFD et du Fonds Français de l'Environnement Mondial ainsi que de notre partenaire la société Quadran ».

Jean Claude Le Roy

MAURICEACTU

http://www.mauriceactu.mu/2018/07/05/la-premiere-unite-de-dessalement-solaire-de-locean-indien-lancee-a-rodrigues/

Témoignages

https://www.temoignages.re/politique/co-developpement/la-premiere-unite-de-dessalement-solaire-de-l-ocean-indien-lancee-a-rodrigues,93463

https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/rodrigues-inaugure-premiere-unite-dessalement-solaire-ocean-indien-606127.html

Rodrigues inaugure la première unité de dessalement solaire de l'Océan Indien



La société française Mascara Nouvelles Technologies vient de lancer une unité de dessalement d'eau de mer à Caverne Bouteille, à Rodrigues. L'île est la première dans l'Océan Indien à accueillir un tel dispositif.

Rodrigues a pour objectif de devenir une île écologique. Alors que l'accès à l'eau devient un des enjeux majeurs liés au réchauffement climatique, l'île vient d'ouvrir une unité de désalinisation de l'eau de mer qui fonctionne entièrement à l'énergie solaire et de manière autonome.

Le dispositif, installé à Caverne Bouteille, est la création d'une start-up française qui a décidé d'apporter une solution à la problématique des ressources en eaux potables. Le but : permettre aux populations en difficulté ou isolées l'accès à l'eau potable, tout en respectant l'environnement.

2 400 personnes approvisionnées en eau chaque jour

Une alternative intelligente mise en place grâce à un financement à 50% de l'Union européenne (220 000 euros) et mise en œuvre par la Commission de l'Océan indien dans le cadre du programme ENERGIES. Elle pourra ainsi fournir chaque jour aux Rodriguais jusqu'à 80 mètres cubes (80 000 litres) d'eau potable en solaire et 300 mètres cubes (300 00 litres) en alimentation hybride. 2 400 personnes pourront ainsi être approvisionnées quotidiennement en eau.

Rodrigues : un modèle de développement durable… comme une évidence

La première unité de ce genre, utilisant la technologie OSMOSUN de la société Mascara, dans l'Océan Indien a été inaugurée, ce lundi 3 juillet 2018, par Serge Clair, le Chef Commissaire de Rodrigues. Il a souligné le caractère historique de cet événement : « Le lancement de cette unité de dessalement d'eau de mer à l'énergie solaire marquera l'histoire de Rodrigues. L'île pourra devenir un exemple dans la république de Maurice, pour la région et, pourquoi pas le monde. C'est le devoir des Rodriguais maintenant de coopérer avec d'autres pays et de monter ce que l'on sait faire ».

Pour la Chargée de mission de la COI, Véronique Espitalier-Noël, le choix de Rodrigues pour l'implantation de cette unité était une évidence : « L'unité de dessalement de Caverne Bouteille répond à un besoin réel, à une urgence même pour l'accès à l'eau. Et pour ce faire, elle mobilise l'innovation technologique avec le souci de s'inscrire dans le mouvement vertueux qui fait de Rodrigues un exemple d'île durable ».

Dans un avenir proche, l'île souhaiterait que les trois autres unités de dessalement qu'elle possède puissent aussi fonctionner à l'énergie solaire, afin de fournir quelque 240 m3 d'eau par jour à la population.

Par Annabelle Boyer

Une première unité de dessalement solaire dans l'océan Indien à Rodrigues



Rodrigues pourra se targuer d'être la première île de la zone à utiliser une unité de dessalement fonctionnant à l'énergie solaire. Souffrant d'une sécheresse chronique depuis de nombreuses années, la 21e circonscription a souvent bénéficié d'aide du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour dessaler l'eau de mer avec des équipements de base, notamment à Caverne Patate où des femmes doivent marcher des kilomètres pour s'approvisionner en eau.

Mardi 4 juillet, l'unité de dessalement solaire a été inaugurée à Caverne Bouteille, village situé près de l'aéroport de Plaine-Corail, en présence du Chef Commissaire Serge Clair, de l'ambassadrice de l'Union européenne Marjaana Sall, et de la chargée de mission du programme ENERGIES de la Commission de l'océan Indien (COI), Véronique Espitalier-Noël. Ce projet mis en œuvre par le programme ENERGIES, cofinancé à 50% par l'Union européenne, pourra fournir 2 400 habitants jusqu'à 80 000 litres d'eau par jour grâce à l'énergie solaire et 300 000 litres en mode hybride.

Egalement financée par le Fonds français pour l'environnement mondial, l'unité de dessalement utilise la technologie Osmosun de la société Mascara. Marjaana Sall fait ressortir que cette initiative vise également à faire de Rodrigues un modèle de développement durable. « […] l'appui de l'Union européenne à ce projet de dessalement en utilisant l'énergie solaire n'est pas une action isolée. L'Union européenne reste engagée pour accompagner Rodrigues dans sa vision de se transformer en une île écologique », souligne l'ambassadrice de l'Union européenne.

« L'unité de dessalement de Caverne Bouteille répond à un besoin réel, à une urgence même pour l'accès à l'eau. […] C'est donc tout naturellement que la COI et l'Union européenne ont choisi de cofinancer à hauteur de 50% du budget total ce projet tout à fait inédit dans la République de Maurice, et même dans la région », fait ressortir Véronique Espitalier-Noël

« Le lancement de cette unité de dessalement d'eau de mer à l'énergie solaire marquera l'histoire de Rodrigues. L'île pourra devenir un exemple dans la République de Maurice, pour la région et, pourquoi pas, le monde », se félicite Serge Clair.

Le procédé Osmosun avait été présenté en mai dernier à Maurice lors du Forum régional des énergies durables organisé par la COI. Le coût de dessalement est moins cher et permet la production simultanée d'eau potable et d'énergie solaire grâce aux panneaux photovoltaïques de la société française Quadran dont le siège régional est basé à La Réunion. Celle-ci a inauguré une ferme éolienne à Plaine-des-Roches, à Maurice, en décembre 2016, à travers sa filiale Aérowatt Mauritius.

Le projet d'unité de dessalement est l'une des composantes du programme COI-ENERGIES visant à cofinancer des projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles. Dix-sept projets ont été retenus dans le cadre d'un appel à propositions. Ils sont cofinancés par l'Union européenne à travers une enveloppe de 4,6 millions d'euros, soit l'équivalent de Rs 184 millions, et sont portés par le secteur privé, le secteur public et la société civile.

Rodrigues : de l'eau potable grâce au solaire



La petite île de Rodrigues (République de Maurice) connaît une petite révolution. Les tenants de cette révolution : l'innovation technologique et la mobilisation des partenaires. Les aboutissants : de l'énergie solaire pour obtenir de l'eau potable. Explications : la Commission de l'océan Indien et l'Union européenne, à travers le programme ENERGIES, et le Fonds français pour l'environnement mondial ont cofinancé l'installation de la première unité de dessalement d'eau de mer fonctionnant à l'énergie solaire de Rodrigues. C'est donc une réalisation inédite à Rodrigues mais aussi dans toute la République de Maurice et même dans toute l'Indianocéanie.

Cette unité de dessalement, installée à Caverne Bouteille dans le Sud-Ouest de Rodrigues, pourra produire 80 000 litres d'eau potable chaque jour uniquement grâce aux panneaux photovoltaïques. En fonctionnement hybride, la production pourra atteindre les 300 000 litres. C'est une excellente nouvelle pour Rodrigues qui souffre d'un manque chronique d'eau. Avec l'unité de Caverne Bouteille plus de 2400 personnes seront alimentées en eau potable.

La technologie utilisée, OSMOSUN®, a été mise en place par la société Mascara et le générateur photovoltaïque par l'entreprise Quadran. Ce projet de dessalement de l'eau de mer grâce au solaire s'inscrit dans un mouvement vertueux enclenché par l'administration régionale de Rodrigues qui vise à faire de ce petit territoire mauricien, particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, un modèle d'île durable.

L'unité de Caverne Bouteille répond à cet objectif et contribue, de plus, à la réalisation de plusieurs Objectifs de développement durable des Nations unies, notamment l'accès à l'eau (ODD n°6), le développement des énergies propres (ODD n°7), l'adaptation aux effets du dérèglement climatique (ODD n°13) et les partenariats (ODD n°17).

L’unité de dessalement solaire a été officiellement inaugurée le 3 juillet par le chef commissaire de Rodrigues, Serge Clair, en compagnie des représentants des partenaires impliqués dans le projet, à savoir l’Assemblée régionale de Rodrigues, la Commission de l’océan Indien, l’Union européenne, le Fonds français pour l’environnement mondial, l’Ambassade de France à Maurice, Mascara et Quadran.



Micro-Solution - De l'électricité à 1 000 ariary par jour


Bruno Ralamboniaina (à droite) peut, désormais, rester ouvert jusqu'à 19 h 30 grâce à cette lampe au plafond

Dans le marché très animé d'Arivonimamo, Bruno Ralamboniaina vend des grains de café et des légumes. Sur les parois de sa cabane, une petite boîte jaune, en fait une batterie, alimente une lampe accrochée au plafond. Il s'agit d'un kit solaire qui comprend une petite batterie, deux lampes avec des fils de 7 et 13 mètres de long, une lampe portative et un panneau solaire.

L'appareil a conquis ce marchand non raccordé aux réseaux de la Jirama: « J'ai vu un de mes amis utiliser ce kit et j'ai été séduit. Auparavant, je devais me déplacer pour recharger mon téléphone et ma radio, à raison de 7 000 ariary par semaine avec l'achat des bougies et du pétrole pour l'éclairage. Aujourd'hui, tout se fait sur place et je peux continuer à ouvrir ma boutique jusqu'à 19 h30 », raconte-t-il. Même son de cloche de la part de Haja Raoelina, propriétaire d'une gargote et éleveur de porcs.

« La lampe portative est vraiment pratique pour mes déplacements en brousse, lorsque je vais m'occuper de mes cochons. Et c'est très facile à utiliser », affirme-t-il, tout en faisant frire des nems devant sa boutique.

Ce système est soutenu par la Commission de l'océan Indien, qui a financé à hauteur de 500 000 euros la société Baobab+, une filiale du groupe Microcred. « Le but principal est d'offrir une solution simple à installer et adaptée aux ménages modestes. C'est ce qui a, d'ailleurs, amener la COI à nous aider », précise Joël Ranarijesy, directeur du programme.Le principe est simple : pour acquérir le kit, le client a la possibilité de payer petit à petit à raison de1 000 ariary par jour, durant un an. À partir de là, le kit lui appartiendra et l'électricité sera totalement gratuite.

À ce jour, cinq mille foyers ont adopté le kit, soit environ quinze mille utilisateurs sur toute la Grande île.Présent également sur trois autres pays d'Afrique, à savoir le Mali, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, Baobab+ ambitionne de distribuer cent mille de ce produit sur tout le continent.

Soa-Mihanta Andriamanantena

Centres d'Intérêts

Biodiversité Marine

05 Juillet 2018

http://ionnews.mu/coraux-les-episodes-de-blanchissement-sont-reguliers-previent-reef-conservation-050718/

[Vidéo] Coraux : Les épisodes de blanchissement sont plus réguliers, prévient Reef Conservation



Le phénomène de blanchissement de coraux se répand dangereusement à travers le monde. A Maurice, les épisodes les plus sévères ont été enregistrés en 1998 et 2009. Causés par l'action de l'homme mais aussi des phénomènes naturels. En 2016, cela a conduit Reef Conservation Mauritius à mener une recherche à travers l'île visant à observer de plus près le phénomène.

Les résultats ont été présentés ce 4 juillet par Céline Miternique Agathe, head of Research and Conservation au Reef Conservation Mauritius. Celle-ci établit une corrélation claire entre le blanchissement des coraux et la température de l'eau. Plus la température est élevée, plus les coraux blanchissent.

La chercheuse insiste sur l'importance de sensibiliser la population face à ce phénomène en rappelant que les coraux produisent 85% de l'oxygène sur terre. Financé par la Mauritius Research Council à hauteur de Rs 300 000, cette recherche a été menée à six lagons de l'île : Bain-Bœuf, Balaclava, sur deux sites à Bel-Ombre ainsi qu'à Anse-la-Raie.

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=GUiZ4PqjIVY

Deltas de Manambolo Tsiribihina : Mangroves restaurées et liens communautaires consolidés



Des mangroves restaurées à Benjavilo. Photo WWF Madagascar.

Au total, 267.418 jeunes pousses ont été plantés dans les régions Melaky et Menabe dans le cadre de la campagne 2018 de restauration des mangroves dans ces deux régions.

Près de 1500 villageois, habitant autour des deltas de Manambolo Tsiribihina, ont participé activement aux activités de restauration des mangroves dans le Melaky et le Menabe. Une adhésion conséquente des communautés dans les initiatives de restauration des mangroves, après plusieurs mois de sensibilisation. Au terme de la campagne, laquelle s'est achevée en mai, les résultats ont été plus que satisfaisants avec un double avantage de voir, d'une part, les mangroves restaurées, et d'autre part, les liens entre les communautés renforcées. Pour Zezely Andriarimalala, président du réseau FIVOI réunissant neuf organisations communautaires du delta du Tsiribihina, « restaurer les mangroves contribue aussi à restaurer la solidarité entre les villages et les communautés ».

Pour renforcer ses propos, il partage l'expérience de plusieurs villages qui se sont rejoints pour mener à bien les activités de restauration. « Quand le village d'Andapotaly a lancé la restauration dans sa zone, des communautés venant des villages alentours les ont rejoints spontanément. Avec les villages de Mavohatoky et Antanandahy, les communautés ont planté 36.000 plants de mangroves. Tous ensemble, ils ont ensuite planté près de 27.000 jeunes pousses à Mavohatoky les jours d'après », témoigne-t-il dans une publication de WWF Madagascar.

Ménager sa monture. Cet enthousiasme des communautés résulte de leur prise de conscience sur l'importance de la restauration des mangroves. « Nos forêts de mangroves sont la raison pour laquelle, des touristes viennent voir notre village. Elles abritent des oiseaux, des lémuriens et des poissons. C'est logique que nous travaillions dur pour les multiplier », déclare, pour sa part, Justin Rakotomanahira, pêcheur à Kivalo. Sa communauté a planté pas moins de 17.500 propagules durant la campagne.

Animées de la même volonté de mener à bien les opérations de restauration des mangroves, les communautés de Kaday, où d'excellents résultats de restauration ont également été observés, se sont jointes aux autres communautés dans les activités de restauration. Ces communautés produisent, en effet, du miel de mangrove d'excellente qualité, très recherché sur le marché. Une raison plus que suffisante pour elles de s'impliquer dans la restauration des mangroves car pour eux, participer à ces activités signifie préserver leur gagne-pain, afin de pouvoir continuer à en bénéficier sur le long terme. Rien de plus normal pour ces villageois qui, voulant aller loin, ménagent leur monture.

Hanitra R.